

Unité de travailleurs et travailleuses contre le capitalisme

Sur le front de la guerre civile en Syrie, dans les manifestations de la Place Tahrir, dans les grèves et les manifestations en Europe, dans la révolte indignée contre les viols en Inde, il y a des milliers et des milliers de travailleuses. Elles brisent les frontières de l'oppression, rompent la distance préconisée entre la femme et la politique, et montrent que les femmes ont leur place dans les révolutions.

Avec ou sans voile, les femmes arabes sont dans la rue et font activement partie des révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. En Europe, c'est pareil. Dans la grève générale du 14 novembre, dans les luttes contre les expulsions, dans la grève radicalisée des mineurs des Asturies, dans les mouvements des jeunes sans emploi et dans le mouvement étudiant, les femmes se serrent les coudes avec les hommes dans la résistance contre les plans d'ajustement.

En Inde, les gens sont descendus dans la rue pour protester contre la violence envers les femmes. Une jeune de 23 ans fut victime d'un crime brutal, au retour d'une promenade avec un ami à New Delhi. Elle fut agressée et violée dans un bus, puis jetée du véhicule en mouvement. Le 29 décembre, 13 jours après le viol, la jeune fille est décédée dans un hôpital de Singapour.

Le crime, qui n'était pas un incident isolé, fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une situation insupportable : parmi les crimes qui augmentent le plus en Inde, sept sur dix ont comme victimes des femmes, avec le viol en tête de liste. Une étude de 2010 a révélé que 80 % des femmes ont déjà été victimes de harcèlement verbal à New Delhi et un tiers des femmes ont déjà été physiquement maltraitées.¹

Ce qui est nouveau, c'est que cette fois, influencés par cette situation généralisée, des hommes et des femmes sont descendus dans la rue et ont sorti de la « sphère privée » un problème social qui touche des milliers de femmes dans le monde. Les manifestations ont acquis un caractère politique, remettant en question le manque de réponse adéquate du gouvernement et de la police.

En Amérique latine, les femmes uruguayennes ont fait face aux pressions conservatrices de l'Eglise et ont obtenu, comme résultat de leur mobilisation, la dépénalisation de l'avortement, une percée qui devrait servir d'exemple à tout le continent, malgré encore des limitations.

En première ligne, face aux attaques

Contrairement à la persistante propagande idéologique selon laquelle le machisme aurait pris fin, les données montrent que l'oppression des femmes se poursuit. Un rapport de l'ONU révèle que 70 % des pauvres sont des femmes.²

En temps de crise, la situation est encore pire. Selon un rapport du BIT,³ la crise économique mondiale a laissé 13 millions de femmes au chômage. En Europe, les femmes sont la cible privilégiée des attaques du gouvernement. Elles sont majoritaires dans les emplois de la fonction publique (et 85 % dans le domaine de la santé et de l'éducation), un des secteurs les plus attaqués par les plans d'austérité. Entre 2011 et 2012, le budget européen pour l'éducation a été réduit de 2,3 milliards d'euros.

L'écart salarial a augmenté avec la crise. Il y a deux fois plus de femmes que d'hommes percevant le salaire minimum. Au Portugal, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes a augmenté de 4,4 % entre 2007 et 2010.⁴

La double journée de travail de la femme apparaît également dans les données. Une étude de l'OCDE, de 2011, montre que les femmes s'occupent de tâches ménagères pendant, en moyenne, 4 heures par jour de plus que les hommes. Elle révèle également que ce sont les femmes qui sont le plus affectées par la réduction des droits sociaux et des services publics, car ce sont elles les « responsables » de la prise en charge de la maison et de la santé de la famille.

Les politiques de soutien à la grossesse et à la maternité et le droit à l'avortement sont fortement attaqués. C'est particulièrement grave dans un contexte social où la vie est beaucoup plus difficile pour les femmes, surtout les mères. Pour les femmes seules avec des enfants, le risque de pauvreté est de 34 %, alors qu'il est pratiquement inexistant chez les hommes célibataires.⁵

¹ The New York Times, 08.04.2011

² Rapport *Gender Trap* : Les femmes, la violence et la pauvreté – 2010

³ Tendances mondiales de l'emploi chez les femmes – 2013

⁴ Pour l'inclusion d'une perspective de genre dans l'audit citoyen et la dette publique. Étude publiée en janvier 2013 par la Campagne féministe contre l'austérité.

⁵ Ibidem

Parallèlement à cela, il y a une offensive idéologique des milieux conservateurs pour défendre, comme solution à la crise et au chômage, le retour des femmes au foyer.

L'explication de tout cela est que le capitalisme a besoin d'imposer un nouveau modèle mondial d'exploitation, avec le démantèlement complet des acquis sociaux de la classe ouvrière européenne pour ouvrir la possibilité de surmonter la crise économique.

La violence domestique et sexuelle

Les conséquences de ce système inégalitaire et injuste pour les femmes ne sont pas seulement économiques. Il s'agit d'une dégénérescence morale profonde de la société : l'argent a plus de valeur que les gens, la vie vaut très peu, et les femmes deviennent de plus en plus une marchandise sur le marché.

C'est dans le contexte d'un système qui ne cesse de mettre en avant les femmes comme la propriété des hommes que la violence domestique et les crimes sexuels, le harcèlement, le viol et le trafic d'êtres humains ont atteint des proportions alarmantes. Selon l'ONU, un milliard de femmes sont maltraitées ou agressées tout au long de leur vie.

Les femmes jeunes sont les premières victimes de crimes sexuels. La traite des êtres humains est une forme de violence barbare à travers laquelle les femmes jeunes sont soumises à l'esclavage sexuel. Pour la bourgeoisie, c'est une activité lucrative. Selon le BIT, le « chiffre d'affaires » du trafic d'êtres humains est estimé à 32 milliards de dollars par an.

Tout cela se produit avec la négligence et, souvent, la complicité des gouvernements capitalistes. Le cas de la disparition de Carolina Garzón, une jeune militante de la LIT-QI, est un symbole de ce qui se passe avec des milliers de femmes dans le monde. Notre camarade colombienne a disparu en Equateur le 28 avril 2012. Près d'un an plus tard, la police équatorienne veut clôturer l'enquête avec l'argument, sans preuve, qu'elle serait tombée accidentellement dans une rivière et se serait noyée. Comme Carolina, des milliers de femmes dans le monde ont disparu, victimes de la barbarie capitaliste.

Quelle issue ?

La bourgeoisie, consciente du rôle du machisme dans la société capitaliste, stimule cette idéologie réactionnaire, qui divise la classe ouvrière et encourage la soumission et la servilité des femmes.

Dans le même temps, des secteurs bourgeois essayent de disputer la direction des luttes des femmes. Des organisations comme la *Marche mondiale des femmes* font la propagande à travers le monde de la « théorie de l'entrée au pouvoir », donnant un nouveau visage à d'anciennes réponses réformistes.

Selon cette théorie, l'arrivée des femmes au pouvoir, à l'instar d'Angela Merkel, Cristina Kirchner et Dilma Rousseff, est la solution pour les questions de la femme. C'est l'ancienne proposition de la « solidarité entre femmes », c'est-à-dire que les femmes, unies dans la lutte contre les hommes, peuvent se débarrasser du patriarcat.

Entre-temps, les travailleuses de ces pays gouvernés par des femmes sont toujours dans la pauvreté. Qui plus est, ces femmes à la tête de gouvernements sont les premières à mettre en œuvre des plans d'austérité.

Hommes et femmes de la classe ouvrière, unis contre le capitalisme et le machisme

Toute lutte des travailleurs pour le droit le plus élémentaire est importante et doit être permanente, car aucune conquête n'est définitive dans ce système. A une époque de crise internationale, c'est plus vrai que jamais. La surexploitation touche de plein fouet les secteurs opprimés, y compris les femmes. Mais pas toutes les femmes, car il y a parmi elles les attaquantes et les attaquées.

Les femmes bourgeoises ou celles qui occupent des postes au sommet des gouvernements, bien qu'elles subissent l'oppression, ne se trouvent pas dans les mêmes conditions que les travailleuses : elles ne subissent pas l'exploitation et, au contraire, aident à garantir que les travailleuses continuent à être exploitées.

Les femmes qui se trouvent en première ligne et ont participé activement aux manifestations en cours, à la fois en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sont les travailleuses.

Les travailleuses peuvent s'unir occasionnellement avec les femmes bourgeoises pour tel ou tel droit démocratique, comme, par exemple, le droit à l'avortement. Mais ces accords se rompent rapidement dès qu'ils entrent en collision avec les limites du capital.

C'est pourquoi l'unité stratégique des travailleuses est celle avec leur propre classe, la seule capable de vaincre le capitalisme et de promouvoir les conditions pour une société socialiste, qui à son tour ouvrira les conditions pour la réalisation de la pleine égalité.

Les hommes travailleurs qui pratiquent le machisme et défendent cette idéologie, défendront à la longue, consciemment ou inconsciemment, les patrons. Lorsqu'un travailleur cesse de pratiquer le machisme et assume la bannière contre l'oppression, il compromet l'objectif du patron de diviser pour surexploiter.

Avec chaque droit refusé aux femmes, le capitalisme avance dans la violation des droits de toute la classe. Le machisme ne favorise que la bourgeoisie. Les organisations des travailleurs doivent donc prendre en charge les revendications des

femmes ; si elles ne le font pas, les femmes seront à la merci des alternatives de front populaire qui mèneront leurs luttes à la défaite.

En cette journée du 8 mars, la LIT-QI appelle toutes les travailleuses à s'organiser et à se battre aux côtés des hommes de leur classe pour défendre leurs droits, et les invite à se joindre à la construction du parti révolutionnaire, l'outil essentiel dans la lutte pour le renversement du capitalisme et pour la construction du socialisme, seule voie pour mettre fin à toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Secrétariat international de la femme